

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Une-coalition-contre-la-ruée-vers>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°54 > **Une coalition contre la ruée vers l'uranium en Afrique**

9 avril 2013


Une coalition contre la ruée vers l'uranium en Afrique


De nombreux pays africains sont concernés par l'exploitation d'uranium ou risquent de l'être. L'African Uranium Alliance, un réseau panafricain né en 2009 en Tanzanie et rassemblant déjà plus de vingt organisations, lutte pour faire barrage aux mines.


À première vue, il est curieux de constater que de nombreux pays occidentaux qui exploitent l'uranium en Afrique en disposent pourtant dans leur propre sous-sol, à l'instar de la France qui en a encore en quantité industrielle¹. Mais cela s'explique : ils font le choix de produire à moindre coût, dans des pays où ils n'ont aucun scrupule, tout en gardant leur stock de sécurité, préservant leur environnement et évitant des mobilisations sociales.

De nombreux pays africains concernés

Historiquement, la production d'uranium a débuté en Afrique dans les années 1940 au Congo - actuelle République Démocratique du Congo (RDC) - et s'est accélérée après les Indépendances surtout au Gabon, au Niger, en Namibie, en Afrique du Sud. À ce jour, les pays africains concernés par l'exploitation uranifère sont schématiquement dans quatre contextes différents :

-  Des pays où elle est stoppée, comme au Gabon, en RDC, en République Centrafricaine (et dans lesquels elle pourrait reprendre)

-  Des pays où elle est en cours depuis plus ou moins longtemps comme au Niger, en Namibie, en Afrique du Sud, au Malawi...

-  Des pays en attente d'exploitation où se développent des projets d'exploration, comme au Congo-Brazzaville, au Cameroun, en Tanzanie...



Des pays encore hors de portée, où les missions de prospection et/ou recherche ont jusque-là été infructueuses.

L'exploitation uranifère, enfer pour les Africains, paradis pour les compagnies

En Afrique, ces projets sont perçus comme une source de revenus et d'emplois pouvant aider à lutter contre la pauvreté, quoiqu'ils entraîneront inévitablement des conséquences graves pour l'environnement et la santé, et une contamination généralisée et irréversible. À titre d'exemple, dans le Haut-Ogooué au Gabon, où l'exploitation d'uranium par la Cogema (ex-Areva) s'est achevée en 1999, d'anciens travailleurs miraculés sont lourdement contaminés et leur quotidien ne consiste plus qu'à subir des soins médicaux - quand ils en ont les moyens.

Les communautés vivent dans un environnement dont l'état est jugé préoccupant malgré les opérations de réaménagement financées par le Fonds européen de développement² et non par Areva. Des rivières et sols sont irréversiblement pollués et les moyens d'existence des communautés compromis. En outre, au Gabon comme ailleurs, l'exploitation uranifère s'est faite en toute opacité, sans que les travailleurs et les populations riveraines ne se doutent du moindre risque.

Pour les compagnies, l'Afrique est un paradis. Face à des États souvent faibles et à des décideurs corrompibles, elles obtiennent un accès bon marché à l'uranium dans un cadre où les standards exigés concernant l'exploitation et les impacts sociaux et environnementaux sont bas et le suivi plus qu'improbable.

Faire barrage aux mines

Mais face à cette menace, un vent nouveau souffle. La société civile africaine mobilisée a créé la coalition africaine contre l'uranium (African Uranium Alliance) pour faire barrage aux mines et refuser que le sous-sol africain continue d'entretenir le nucléaire civil et militaire sur lequel règne un silence complice et scandaleux depuis sa genèse et la destruction d'Hiroshima et Nagasaki avec de l'uranium venu des mines de Shinkolobwe en RDC. L'Alliance vise à encourager les initiatives, partager l'information, mener des actions communes en intelligence avec la solidarité et l'expertise internationales. Il faut unir et jeter nos forces dans la lutte pour préserver ce qui peut l'être en empêchant l'ouverture de nouvelles mines d'uranium en Afrique, et organiser un suivi permanent des mines existantes en poussant les exploitants progressivement vers la sortie.

Diderot Nguenjouo Centre pour l'Environnement et le Développement (Cameroun) African Uranium Alliance

Notes :

1 : www.wise-uranium.org/uoEUR.html#FR

2 : www.criirad.org/actualites/dossier_09/gabon/CRIIRADGABON.pdf